Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique de la caisse intercoloniale de retraités, promulgué au Togo le 7 décembre 1928, ensemble les actes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le Décret N° 48-601 du 27 mars 1948 modifiant l'article 11 du décret du 1^{er} novembre 1928 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 avril 1948.

J. H. CÉDILE.

DECRET no 48-601 du 27 mars 1948.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement de la caisse intercoloniale de retraites et les textes qui l'ont modifié;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe III de l'article 11 du décret du 1^{er} novembre 1928 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § III. — Sont admis de plein droit au bénéfice des dispositions des paragraphes I et II ci-dessus, les fonctionnaires et agents détachés pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical, lorsque la fonction ou le mandat comporte des obligations les empêchant d'assurer normalement l'exercice de leurs fonctions. Ces fonctionnaires ou agents sont astreints au versement de la retenue de 6 p. 100 pendant la durée de leur fonction élective ou de leur mandat; la prise en compte de leurs services, pendant cette période, ne donne pas lieu au versement de la contribution prévue à l'article 83 (§ 1^{er}) ci-après ».

ART. 2. — La modification faisant l'objet de l'article 1^{er} aura effet pour compter du 22 octobre 1946.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 1948.

SCHUMAN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Paul COSTE-FLORET.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
René MAYER.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Maurice BOURGÈS-MAUNOURY.

Bagages

ARRETE N° 344/Cab. du 13 avril 1948.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le Décret N° 48-622 du 2 avril 1948 complétant l'article 39 du décret du 3 juillet 1897 relatif aux poids de bagages transportés aux frais de l'Etat ou des budgets locaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 avril 1948.

J. H. CÉDILE.

DECRET no 48-622 du 2 avril 1948.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 39 du décret du 3 juillet 1897 et les textes qui l'ont modifié;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 39 du décret du 3 juillet 1897 est complété comme suit :

« Les officiers, fonctionnaires, employés ou agents civils ou militaires des services coloniaux ou locaux ou leur famille qui ont droit au passage gratuit et voyagent pour motifs de service par la voie aérienne peuvent transporter par cette voie, à la charge de l'Etat ou des budgets locaux et en sus du poids de bagages admis en franchise par les compagnies de navigation aérienne, un poids de bagages déterminé dans les conditions ci-après.

a) *Personnels se déplaçant en mission temporaire.*

« 20 kg sans que le poids total des bagages transportés gratuitement y compris celui des bagages admis en franchise par les compagnies de navigation aérienne puisse excéder 40 kg.